

**Union européenne - Crise
migratoire - Allemagne - Entretien
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec "RFI" - Extraits
(Paris, 19 juin 2018)**

Q - Bonjour Jean-Baptiste Lemoyne. Angela Merkel, la Chancelière allemande, est face à un ultimatum de son ministre de l'Intérieur sur la politique d'immigration, il lui a donné deux semaines pour trouver une solution européenne à cette crise, faute de quoi il fermera les frontières allemandes - ce qui conduirait immédiatement à l'éclatement de la coalition gouvernementale et à une crise européenne - l'Europe est-elle en train de se disloquer sur la crise migratoire ?

R - L'Europe est confrontée à un certain nombre de défis, je vais revenir sur le défi migratoire naturellement, mais ce n'est pas le seul : regardez la montée des tensions commerciales internationales. Sur ce sujet, l'unité européenne n'était pas acquise, elle a eu lieu pourtant, et donc c'est pourquoi j'ai bon espoir que nous parvenions déjà en franco-allemand et puis au niveau européen à avoir un sursaut pour que nous soyons au rendez-vous des résultats, vous savez le président de la République a fait un discours d'ailleurs à La Sorbonne au mois de septembre dernier dans lequel il traçait de la voie pour une Europe justement toujours plus souveraine, plus unie, plus démocratique. Pour revenir au sujet que vous évoquez, celui des tensions migratoires, il est clair que la réponse doit être renforcée : on l'a vu il faut à la fois apporter de la solidarité - et d'ailleurs la France est au rendez-vous pour le plein respect du droit d'asile - et il faut également avoir de meilleurs moyens à la fois financiers, juridiques pour que Frontex, cette agence chargée justement de la surveillance aux frontières extérieures de l'Union, soit renforcée.

Q - Donc c'est ça il faut renforcer massivement Frontex, ça peut être ça la réponse qui va être apportée dès aujourd'hui ?

R - Oui, tout à fait. Aujourd'hui nous aurons une réunion en franco-allemand : le moteur franco-allemand est capital dans la construction européenne, il a toujours été au rendez-vous lorsqu'il y avait des crises et, donc, j'ai confiance et j'ai bon espoir qu'aujourd'hui il sera à nouveau au rendez-vous pour proposer, pour être en initiative. Il faut à la fois conforter Frontex en termes de moyens humains, de moyens financiers; et puis par ailleurs il y a tout un travail pour traiter les causes de ces migrations, parce que ces femmes et ces hommes qui sont jetés sur les routes de la nécessité, comme le dit le président de la République, c'est à cause de conflits ou des problèmes économiques que rencontrent leurs pays, et donc...

Q - Oui, mais là on est sur le beaucoup plus long terme.

R - Oui, mais la France agit dès maintenant à travers une politique de développement ambitieuse. Le président de la République a accru notre effort de façon considérable en matière politique de développement, en se donnant comme objectif d'atteindre les 0,55 % de revenu national brut - on était à 0,38 sous le précédent quinquennat, ça veut dire que dès l'année prochaine par exemple c'est un milliard d'euros supplémentaire qui va être budgété en matière d'aide au développement. Ce sont des projets concrets, regardez ce qu'on fait avec l'alliance Sahel, ce sont des projets qui changent la vie des populations localement et permettent de leur proposer un avenir meilleur.

Q - En attendant cette éventuelle solution européenne dont vont discuter aujourd'hui Angela Merkel et Emmanuel Macron, certains travaillent à un front commun, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie veulent former ce qu'ils appellent un axe - certains d'ailleurs s'interrogent sur l'opportunité de ce terme compte tenu de ce qu'il évoque sur le plan historique - mais enfin voilà un axe des volontaires contre l'immigration illégale, est-ce qu'on n'est pas qu'on en train d'assister finalement au rejet de la supranationalité ?

R - En fait, on voit bien que sur ce sujet d'immigration il y a deux blocs de pays : un bloc de pays plutôt en Europe centrale et orientale effectivement, vous les évoquiez, mais également un groupe de pays - je pense à l'Italie, à la Grèce - qui sont en première ligne de par leur géographie. Ces deux groupes de pays préconisent des solutions qui nécessairement ne sont pas forcément les mêmes compte tenu de leur exposition asymétrique. Il appartient à la France, à l'Allemagne d'être moteur pour trouver ces solutions concrètes. Encore une fois, il nous faut une action européenne ferme, résolue, et je crois qu'aujourd'hui avec le conseil des ministres franco-allemand il y aura des pistes qui seront tracées et qui pourront être discutées lors du Conseil européen de fin juin. On est dans un calendrier serré et aujourd'hui les dirigeants de l'Europe naturellement ont sur leurs épaules un poids important, celui de trouver des réponses efficaces, parce ce que les Européens demandent, c'est une protection dans tous les volets de leur vie, une protection dans la vie économique, une protection en matière sociale, éviter les dumpings généralisés et puis effectivement une Europe qui protège aussi ses frontières.

Q - J'allais y venir justement, puisque cette rencontre d'aujourd'hui dans le cadre de ce conseil des ministres franco-allemand entre Emmanuel Macron et Angela Merkel va servir également à finaliser la préparation du Conseil européen qui aura lieu à la fin du mois et notamment la réforme de la zone euro et sa mesure phare, : la création d'un budget européen qui permettrait à l'Europe d'investir, on parle d'un rapprochement des positions entre Emmanuel Macron et Angela Merkel, alors peut-être sur le principe mais apparemment pas sur le montant parce qu'entre l'ambition d'Emmanuel Macron d'un vrai gros budget européen et ce qu'accepterait Angela Merkel il y a quand même un fossé considérable ?

R - Ce qui compte c'est le rapprochement des positions, le Président a une vision ambitieuse; ce qu'on a vu c'est que la chancelière d'ailleurs s'est exprimée il y a une quinzaine de jours dans un grand média allemand et en faisant des pas justement vers les positions qui avaient été exposées par la France. L'Europe est diverse par définition; différents pays peuvent être exposés de façon différente à certains chocs - choc économique par exemple - et donc il faut pouvoir avoir des outils, des leviers pour traiter ces chocs; une partie de cette réponse a une dimension financière. Si ces outils n'existent pas, je pense qu'on peut arriver à un moment où les peuples vont remettre en cause l'Europe et donc, il est important tout simplement de montrer qu'on a besoin de plus d'Europe et pas de moins d'Europe, de plus d'Europe et de

mieux d'Europe. Très clairement, ces outils économiques pour la zone euro, à partir du moment où on a une même monnaie, tout cela doit se traduire aussi par des outils communs en matière je dirais d'approche budgétaire, d'approche économique générale - parce que la monnaie vous le savez ce n'est pas quelque chose d'indépendant, c'est quelque chose qui entraîne toute l'économie - donc il faut avoir cette vision globale.

(...)

Q - Merci Jean-Baptiste Lemoyne, bonne journée./.